

Ressources Naturelles et Gouvernance
Défi d'une conjuration de la malédiction des ressources naturelles en
Algérie

Dr. BELARBI Abdelkader

Maitre de Conférences « A », Université de Saida

HIRECH Nawal

Doctorante, Université de Tlemcen

Résumé :

Pendant longtemps, on a associé la maximisation de la rente tirée des hydrocarbures à la prospérité de l'économie nationale. Seulement, l'objectif de construire une base économique productive indépendante à la rente est à ce jour, encore au stade des intentions. Des études (Sachs et Warner 1995-2001, Torvik 2002, Robinson, Torvik et Verdier 2006....) ont conclu à une malédiction des ressources naturelles. La gouvernance est depuis les années 1990 mise en avant pour conjurer cette malédiction.

A travers un modèle économétrique, ce présent papier tentera de vérifier l'hypothèse de la malédiction des ressources naturelles en Algérie en étudiant l'impact de la rente pétrolière sur l'investissement via les indicateurs de la bonne gouvernance. Les résultats du test de causalité au sens de Granger ont limité notre étude qui se décomposera en deux parties. Dans la première il s'agit d'étudier l'impact de la rente pétrolière sur l'investissement, et dans la seconde il s'agit d'analyser le lien entre la rente pétrolière et les indicateurs de bonne gouvernance qui correspondent au sens de notre étude.

الملخص:

لطالما ارتبط نجاح الاقتصاد الوطني وازدهاره بعوائد المحروقات، مما جعل من مهمة بناء قاعدة اقتصادية صلبة منتجة ومستقلة عن عائدات النفط مسألة صعبة لبقائها حبيسة النوايا إلى يومنا هذا. وأدى

إلى الخوض في الأثر السلبي لهذا المصدر المعروف بلعنة الموارد والذي خلصت إليه العديد من الدراسات على غرار (ساش & وارنار 1995-2001) طورفيك 2002 روبينسون، طورفيك و فارديار 2006 (...)، ليشرع في تسليط الضوء على دور الحكم الراشد مطلع التسعينات للتخفيف من حدة التأثير السلبي للموارد الطبيعية.

وعليه فإن الهدف من هذه الورقة البحثية هو التحقق من فرضية لعنة الموارد الطبيعية في الجزائر باعتماد نموذج قياسي قائم على دراسة أثر عوائد النفط على الاستثمار عن طريق الحكم الراشد. وقد حددت نتائج إختبار السببية لـ **جرائر** هذه الدراسة بتقسيمها إلى جزئين فيعكف الأول على دراسة أثر عائدات النفط على الإستثمار، بينما يختص الثاني بدراسة علاقة عائدات النفط بمؤشرات الحكم الراشد.

Introduction :

L'histoire des pays richement dotés en ressources naturelles note des effets divergents de la rente sur la performance économique de ces pays. En effet, la Norvège, le Canada, l'Australie, le Botswana sont des pays riches en ressources naturelles caractérisés d'une forte croissance économique. Alors que le Nigéria, l'Arabie Saoudite et le Venezuela affichent de faibles performances économiques malgré leur dotation en ressources naturelles. Les économistes (Sachs et Warner 1995, Torvik 2002, Sachs et Warner 2001, Robinson, Torvik et Verdier 2006...), nomment l'effet négatif de la rente sur la santé économique des pays qui en bénéficient par « La malédiction de ressources ». Ce terme renvoie au fait que la présence d'une importante rente entrave le développement d'un secteur productif en faveur d'une spécialisation dans la production pétrolière qui n'est ni créatrice d'emploi, ni génératrice de pouvoir d'achat. Les institutionnalistes expliquent que la persistance du caractère rentier des économies richement dotés en ressources naturelles est due à une mauvaise gouvernance qui conduit à une gestion inefficace des ressources naturelles.

Dans ce sillage, ce travail tentera de traiter le cas algérien en répondant à la problématique suivante : « **Comment la gouvernance peut-**

elle expliquer l'incapacité de l'économie algérienne à dépasser le caractère rentier de son régime d'accumulation en réalisant une dynamique productive indépendante à la rente ? »

A travers un modèle économétrique ce papier tentera de vérifier l'hypothèse de la malédiction des ressources dans l'économie algérienne en étudiant le lien direct et indirect entre la rente pétrolière, l'investissement et la gouvernance en Algérie.

1. La malédiction des ressources naturelles :

Il existe deux aspects à la malédiction des ressources naturelles. Le premier est macroéconomique à travers l'explication du phénomène du Syndrome Hollandais. Le second est microéconomique, où il est expliqué le comportement rentier des entrepreneurs dans les pays richement dotés en ressources naturelles.

1.1. Macroéconomie de la malédiction des ressources : Le Syndrome Hollandais :

L'expression « Syndrome Hollandais » ou « Maladie Hollandaise » ou en encore « Dutch Disease » est apparue pour la première fois en 1977 dans un article du magazine britannique « The Economist » aux moments des débats relatifs aux problèmes qui risquaient de se poser à la Grande Bretagne suite à la découverte de gisements de pétrole. Ce magazine essayait de décrire un phénomène étrange auquel l'économie hollandaise était confrontée après le premier choc pétrolier alors qu'elle avait enregistré de bonnes performances économiques pendant plusieurs années consécutives depuis la mise en exploitation des réserves de gaz naturel du gisement Slochteren dans les années soixante.

En parallèle, naissaient en Australie des modèles dits de booming sector (secteur en boom) qui ont mis en évidence les changements structurels intervenus dans l'économie australienne, dus en particulier au développement du secteur minier. Les conclusions de ces modèles rejoignent celles de la revue anglaise « The Economist » selon lesquelles la découverte d'une ressource naturelle finit paradoxalement par appauvrir le

pays qui en bénéficie. Ainsi ces modèles sont appelés des modèles de Dutch Disease.

La problématique du Dutch Disease a été développée essentiellement par Gregory(1976), Corden & Neary (1982) et Corden (1984).

Afin de mettre en lumière le déclin des secteurs hors miniers, suite au développement du secteur minier, Gregory (1976) étudie l'effet du boom sur le taux de change réel et les secteurs d'importation et d'exportation en exposant les effets des prix domestiques sur l'offre d'exportation et la demande d'importation. Les prix considérés sont les prix des biens commercialisés internationalement relativement aux prix des biens non commercialisés. Grégory démontre que les découvertes minières conduisent à un accroissement de l'offre d'exportation qui se traduit au niveau des comptes extérieurs par un excédent de la balance des paiements. La correction de ce surplus peut se faire soit par l'appréciation de la monnaie nationale, soit par l'inflation domestique. La hausse du taux de change nominal implique une baisse du prix relatif des biens commercialisés qui désavantage les exportations et avantage les importations en les rendant moins chères en monnaie locale. Par conséquent, note Gregory, le boom minier réduit la taille des industries produisant des substituts à l'importation et les industries d'exportation préexistantes au boom et accroît les importations.

Gregory estime que l'Etat peut recourir aux subventions comme solution au déclin du secteur des biens commercialisés. Seulement, souligne l'auteur, les subventions ne peuvent pas avoir d'effet durable et ne feraient qu'accroître le surplus de la balance commerciale ce qui engendrera la réappréciation du taux de change. De ce fait, selon Gregory, il n'y a pas d'échappatoire au déclin du secteur des biens commercialisés, mis à part de l'investissement à l'étranger des revenus tirés des ressources naturelles.

W. Max Corden et J. Peter Neary (1982), puis Corden (1984) élaborent des modèles destinés à appréhender l'impact du Dutch Disease. Leurs analyses se font au moyen terme. Le travail est supposé mobile entre les trois secteurs pour un même salaire pour les trois emplois. Le capital

internationalement immobile. Les autres facteurs de production sont à des stocks fixes et à des prix flexibles. Les revenus de chaque secteur sont respectivement, R_b , R_l et R_n .

Les biens commercialisés produits par le secteur en boom « B » et le secteur en retard « L » sont confrontés aux prix mondiaux. Quant au troisième produit qui est un bien non commercialisé, son prix se fixe domestiquement par l'offre et la demande locales.

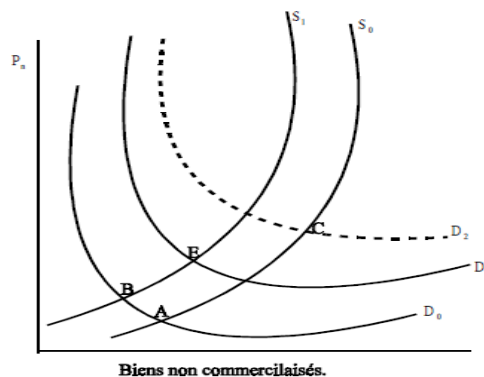
L'origine du boom peut résulter d'une découverte importante de ressources naturelles, d'un changement technologique exogène en B qui est réservé au pays concerné, ou d'une augmentation exogène du prix du produit de B sur le marché mondial.

La croissance dans le booming sector comporte deux effets distincts : un «effet de dépense» et un effet de «mouvement de ressources». L'effet dépense est déterminé si une partie du surcroît du R_b est dépensée soit directement par les titulaires soit par l'Etat.

Dans ces conditions, si l'élasticité revenu-demande pour les biens du secteur des biens non commercialisés « N » est positive, le prix de ces biens va croître relativement à celui des biens commercialisés. On a là une appréciation réelle.

Le modèle est illustré dans le graphique ci dessous

Figure1 : Le « Core modèle » de Corden



Source : A. Sid Ahmed « Economie de l'industrialisation a partir des ressources naturelles (I.B.R), Tom II », p.27.

L'axe vertical porte P_n , le prix de N relativement à celui de L, sur l'axe horizontal figure les biens non commercialisés. L'effet dépense se lit sur le glissement de la courbe de demande D_0 à D_1 , ce qui veut dire que P_n a accru. L'hypothèse faite d'un stock limité des facteurs de production (travail, capital...) amène à ce qu'il y ait une soustraction des ressources de L et de B vers N.

Le boom en B engendre aussi un effet mouvement de ressources, en effet, la demande de main d'œuvre croît en B, d'où un transfert de mains d'œuvre de L et de N au profit de B. donc l'effet mouvement des ressources comporte deux éléments :

- Un transfert de mains d'œuvre de L (secteur en retard) en B (secteur en boom), c'est l'effet dit de désindustrialisation directe, car le marché de N n'est pas impliqué ce qui ne nécessite pas d'appréciation de taux de change réel ;
- Transfert de mains d'œuvre de N vers B à taux de change réel constant, l'effet ressource a pour résultat de déplacer la courbe d'offre S_0 en S_1 et donc de créer une demande excédentaire de biens non commercialisés qui s'ajoute à l'effet dépense.

La combinaison des deux effets, c'est-à-dire le transfert de mains d'œuvre de L en N suite à l'effet dépense crée une désindustrialisation indirecte de L qui complète la désindustrialisation directe de L suite au transfert de mains d'œuvre du secteur en retard vers le secteur en boom. On remarque qu'en tout cas de figure la production du secteur en retard diminue alors que celle des biens non commercialisés croît par l'effet dépense et se réduit par l'effet ressource. Dans le cas où le secteur B est le secteur pétrolier ce secteur n'emploie pas une forte main d'œuvre et celle demandée est une main d'œuvre qualifiée et spécifique qui n'est pas mobile dans le reste de l'économie. Cela implique que l'origine du dutch disease dans un pays qui connaît un boom pétrolier, est seul l'effet dépense qui engendre l'accroissement des produits de N.

Corden a souligné une autre remarque. La désindustrialisation peut être une désagriculturation puisque le secteur en boom peut ne pas être uniquement exportable mais aussi importable comme celui de l'agriculture.

Les modèles présentés ci-dessous fournissent des instruments d'analyse pour comprendre les effets d'un boom sur l'allocation des ressources, la distribution des revenus et le taux de change réel. Le mérite de Gregory, Corden et Neary est d'insister sur l'évolution des secteurs d'exportation et d'importation après un choc haussier. Cependant, ces analyses ne se situent pas véritablement dans une problématique de développement dans la moyenne ou longue période. Ces modèles s'inscrivent plutôt dans une perspective «d'ajustement» dont l'horizon temporel est le «court moyen terme».

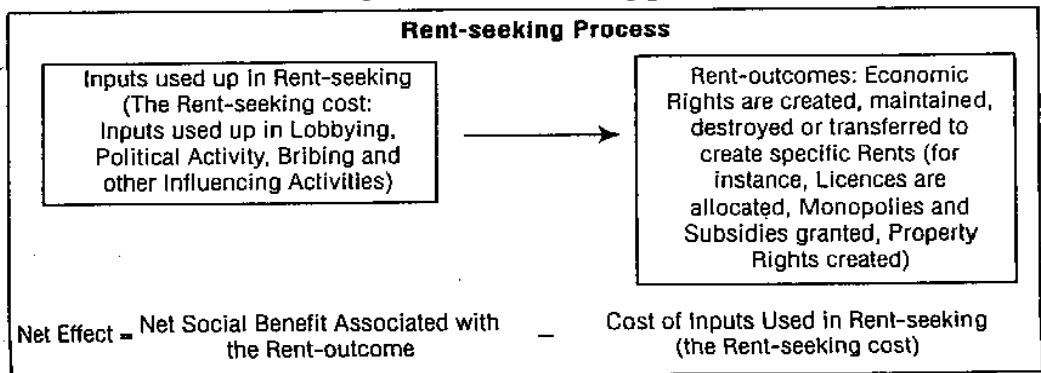
1.2. Microéconomie de la malédiction des ressources naturelles : The Rent Seeking :

Le concept de recherche de rente « Rent Seeking », est un concept de base micro-économique, conçu à partir de l'observation du comportement des agents, il est défini par Khan M.H et Jomo K.S comme « *des activités dans lesquelles on recherche à créer, maintenir ou modifier les droits et institutions sur lesquels sont basés un certain nombre de rentes* »¹. Selon cette définition les chercheurs de rente ; « the rent seekers »; qui sont généralement des entrepreneurs ; agissent en influençant la conception de certains droits et institutions afin d'avoir plus de rente, ce qui démontre l'importance de la performance de l'Etat qui peut limiter ce type de rente grâce à sa souveraineté. Cette définition est loin de celle faite par les économistes libéraux (Krueger 1974; Posner 1975; Buchanan 1980) qui cherchaient à démontrer que l'intervention étatique induit des coûts supplémentaires de recherche de rente en créant artificiellement des rentes.

¹ Emmanuel Moreira CARNEIRO « Le blocage historique des économies africaines », p.28

Malgré la divergence de ces approches, elles sont d'accord sur un point essentiel; la recherche de rente est une activité *improductive* qui peut même détériorer le secteur productif d'une économie rentière. Le défi théorique est d'identifier les conditions qui déterminent l'accroissement ou la réduction de la recherche de rente, et l'ampleur des coûts de cette activité sur le reste de l'économie. Dans son analyse de recherche de rente, Khan ne s'est pas uniquement intéressé à l'implication de la rente elle-même mais aussi à l'implication du processus du Rent-seeking. En effet, si par définition « *Rent seeking is the expenditure of ressources and effort in creating, maintaining or transferring rents* », ² ces dépenses peuvent être légales, comme la plupart des formes de pression ou de contribution aux partis politiques, mais elles peuvent être illégales sous forme de pots de vin, d'une contribution politique illégale, ou même sous formes de dépenses à des mafias privées. Le plus important à retenir dans le processus de rent seeking est que l'attention ne doit pas être accordée uniquement aux types de dépenses ou à la nature de ressource épuisée afin d'obtenir cette rente, elle doit aussi prendre en considération l'*outcomes* de cette rente comme démontré dans le schéma suivant :

Figure 2. Rent-seeking process



Source : M.H.Khan and Jomos K.S « Rents, Rent-Seeking and Economic development», page 70

L'effet ou l'impact de la recherche de rente est la différence entre ce qui a été dépensé pour s'approprier cette rente (cost of inputs used in rent-

² M. H. Khan and Jomos K.S « Rents, Rent-Seeking and Economic development» p.70

seeking) et le bénéfice social net touché par le chercheur de rente (en considérant l'épuisement des ressources naturelles comme des coûts sociaux), associé aux Rent-outcome (ce que the rent-seeker peut obtenir suite à la création d'opportunité et de condition favorable à l'appropriation de rente).

La plupart des modèles de recherche de rente concluent à un effet négatif de cette activité sur le reste de l'économie. C'est ce qui est démontré dans le modèle de Ragnar Torvik qui a trouvé la clé de l'appauvrissement des pays riches en ressources naturelles, dans la recherche de rente.

Modèle de Ragnar Torvik:

Pour étudier l'impact de la recherche de rente sur une économie rentière, Torvik conçoit une économie avec quatre secteurs :³

- Secteur des ressources naturelles qui produit R unités sans inputs ;
- Secteur de production qui produit à partir d'un rendement d'échelle constant ; où pour produire une unité de bien il faut une unité de travail ;
- Secteur de production moderne qui produit à partir d'un rendement d'échelle croissant, où la production exige une unité d'entrepreneurs et « F » de travail ;
- Secteur des chercheurs de rente, qui sont des entrepreneurs qui se lancent dans la recherche de rente, par la compétition politique ou la corruption, à fin de redistribuer les revenus en leur faveur.

On remarque que cette économie n'est pas ouverte, en effet Torvik suppose une économie sans commerce extérieur pour ne pas qu'il y ait de rente tirée du commerce international et se focaliser sur l'impact de rente tirée des ressources naturelles. Il suppose aussi que le taux d'imposition est constant, c'est-à-dire, qu'une forte abondance en ressources naturelles n'engendre pas un surplus de taux d'impôts, et donc le taux d'impôts est

³ Torvik Ragnar (2002) « Natural resources, rent seeking and welfare », Journal of Development Economics, pp 455-470

une variable exogène indépendante du nombre de chercheurs de rente, voilà pourquoi elle n'a pas été introduite dans ce modèle. Et en fin, il suppose que les ressources naturelles ne modifient pas la composition de la production, pour ce faire, il suppose que les ressources naturelles sont des produits tels que les autres biens déjà produits dans l'économie et peuvent faire partie de la composition d'autres produits des autres secteurs.

Dans le secteur de production moderne, chaque entreprise a une partie du gain fixe « τ » du prix marginal, tel que $\tau = (\alpha - 1)/\alpha$ (avec α : le nombre de biens produits dans ce secteur).

En prenant Y : les ventes de ce secteurs

F : les salaires

t : les pots de vin versés pour obtenir l'autorisation pour produire α

Les profits π tirés de ce secteur pour chaque entrepreneur sont :

$$\pi = (\tau - t) * Y - F \dots\dots\dots(1)$$

Cette économie est supposée avoir une faible infrastructure institutionnelle, la totalité de la rente qui peut être capturée par the Rent-seekers provient du secteur public, soit des impôts, des pots de vin ou des ressources naturelles.

Le nombre d'entrepreneurs engagés dans la recherche de rente est de «G», le nombre d'entrepreneurs du secteur de production moderne est de « 1 - G », le total de la rente qui sera capturée est π^t

$$\pi^t = t * (1 - G) * Y + R \dots\dots\dots(2)$$

avec R : les ventes des ressources naturelles

Chaque entrepreneur engagé dans la recherche de rente ne peut recevoir que 1 / G de la totalité de la rente, en effet, cette rente est aussi partagée entre les agents du fisc corrompus, ou les vainqueurs d'une lutte politique pour acquérir le revenu du secteur public.

Le revenu de cet entrepreneur est donc de π_G

$$\pi_G = \frac{\pi^t}{G} \dots\dots\dots(3)$$

Equilibre du modèle :

Pour l'équilibre de l'économie, la rente espérée par the Rent-seekers doit être égale aux profits des entrepreneurs du secteur de la production moderne, de certaine façon à ce que les activités soient définitivement réparties entre les entrepreneurs

Donc :

$$\pi = \pi_G \dots \dots \dots (4)$$

Comme deuxième condition pour une économie équilibrée, l'offre totale des biens doit être égale à la demande totale des biens

L'offre totale des biens correspond à Y+ R

La demande totale est égale au revenu total, car il n'y a pas de possibilité d'épargne et d'investissement dans ce modèle. Le revenu total est égal à L qui est le revenu du travail + revenus des bénéfices

Les revenus des bénéfices sont la somme des bénéfices tirés par les entrepreneurs du secteur des chercheurs de rente π^t , et de ceux tirés par les entrepreneurs du secteur moderne $(1-G)*\pi$. Ce qui nous donne :

$$Y + R = L + (1-G)*\pi + \pi^t \dots \dots \dots (5)$$

En insérant l'équation (1) et (2) dans l'équation (5) on obtient après simplification :

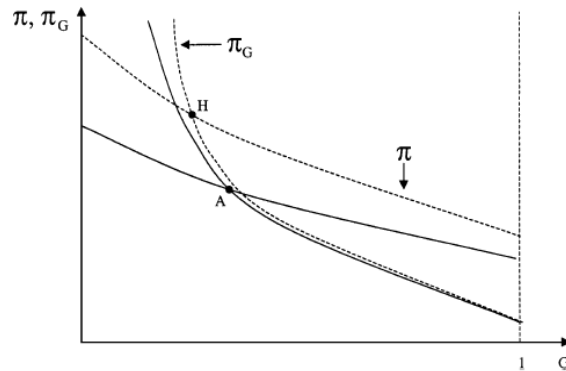
$$Y = \frac{\alpha [L - (1-G)*F]}{1 + G*(\alpha - 1)} = Y(G)$$

On a donc pour G entrepreneurs :

$$\pi(G) = (\tau - t)*Y(G) - F$$
$$\pi_G(G) = \frac{t(1-G)*Y(G) + R}{G}$$

Dans la figure suivante (Figure 3) on peut constater l'évolution des bénéfices des entrepreneurs du secteur des chercheurs de rente et du secteur de la production moderne en fonction de leurs nombre (nombre des entrepreneurs)

Figure 3 : Evolution des bénéfices des entrepreneurs en fonction de leur nombre



Source: R. Torvik « *Natural resource s, Rent seeking and welfare* », p 463

La courbe π_G des chercheurs de rente est descendante pour trois raisons :

- Tout d'abord, un plus grand nombre de chercheurs de rente signifie moins de rente pour chacun.
- Deuxièmement, un plus grand nombre de chercheurs de rente signifie l'existence de moins d'entreprises modernes, par conséquent moins de pots de vin versés aux chercheurs de rente.
- Troisièmement, un nombre inférieur d'entreprises de production engendre une baisse de production qui conduit à une diminution d'impôts, et donc moins de rente.

La courbe de π est descendante au fur et à mesure que le nombre d'entrepreneurs baisse, les entrepreneurs sont de plus en plus attirés par le secteur de recherche de rente, mais si la majorité de ces entrepreneurs se dirigent vers ce secteur π s'affaiblit et par la suite π_G aussi.

Au point d'équilibre A, on remarque que le nombre d'entrepreneurs du secteur productif est supérieur à celui des chercheurs de rente. Cela veut dire que pour un certain niveau R, cette économie a pour le même niveau de profit un secteur productif plus important que celui de la recherche de rente.

On peut en déduire jusqu'à présent, que le secteur de rente évolue au dépend du secteur productif, la rente empêche la prospérité de la production.

Si cette économie connaît un surplus en R, suite, par exemple, à la découverte de nouveaux gisements de ressources naturelles, on obtient une nouvelle courbe π_G représentée dans la figure précédente par la courbe en pointsillés, qui est supérieure à la courbe précédente avec un niveau inférieur en R, ce qui va de soit, du moment que comme démontré *supra*, les ressources naturelles sont une source de rente et un secteur très attractif de la recherche de rente. Cette courbe est descendante pour les mêmes raisons concernant la courbe précédente.

Avec un niveau plus important de R on obtient un nouveau point d'équilibre E, où le nombre des chercheurs de rente est supérieur à celui des entrepreneurs de l'autre secteur, cela s'explique par le niveau de π_G qui est plus attractif que celui de π , on peut constater cela au point C, où pour le même niveau de profit de l'ancien équilibre A on a une économie qui compte une population de chercheurs de rente plus importante que celle des autres entrepreneurs, cela implique une baisse en π qu'on peut remarquer au point D par rapport à A.

Ragnan Torvik est arrivé à travers ce modèle à conclure à un effet négatif de la dotation d'une abondance en ressources naturelles qui pousse les entrepreneurs à se diriger vers une activité improductive qui est, la recherche de rente, aux dépens d'un secteur productif qui est devenu moins profitable en présence de ces ressources. Une baisse du nombre de firmes de production veut dire moins de salaires à verser et donc plus de chômage et moins de bien-être.

2. Caractère rentier de l'économie algérienne :

On peut identifier le caractère rentier d'une économie à travers le poids du secteur des hydrocarbures dans cette économie, ainsi qu'à travers la gestion de la rente par l'Etat.

2.1. Poids du secteur des hydrocarbures dans l'économie algérienne :

Luciani (1987) dit qu'on peut reconnaître un Etat rentier par le taux de contribution du rendement dérivé du pétrole à l'économie de cet Etat. Si ce rendement dépasse les 40% des rendements totaux de l'économie on peut dire qu'il s'agit d'un Etat rentier. De 2000 à 2013 le secteur des hydrocarbures participe entre près de 39% et 53% de la totalité de la valeur ajoutée de la production nationale.

Tableau 1 : Valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures 2000-2013 (% de l'ensemble de la VA de l'économie)

Années	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
VA du secteur des hydrocarbures	45.48	52.09	52.85	50.89	53.46	38.41	43.14	46.45	44.70	38.78

Source : ONS

A travers les données de ce tableau, on constate que pour toutes les années (excepté l'année 2009 et 2013) la part du secteur des hydrocarbures dépasse les 40% de l'ensemble des rendements de l'économie. En 2008 cette valeur a connu son pic en contribuant à 53.46 % à l'ensemble de la valeur ajoutée de l'économie. Selon l'ONS, la valeur ajoutée du secteur des hydrocarbures a haussé de 22.21% de l'année 2007 à l'année 2008. L'accentuation de la production pétrolière revient au prix du baril du Saharan Blend qui a franchi les 100 dollars en 2008.

En se référant à la définition de Luciani, on peut conclure au caractère rentier de l'économie nationale.

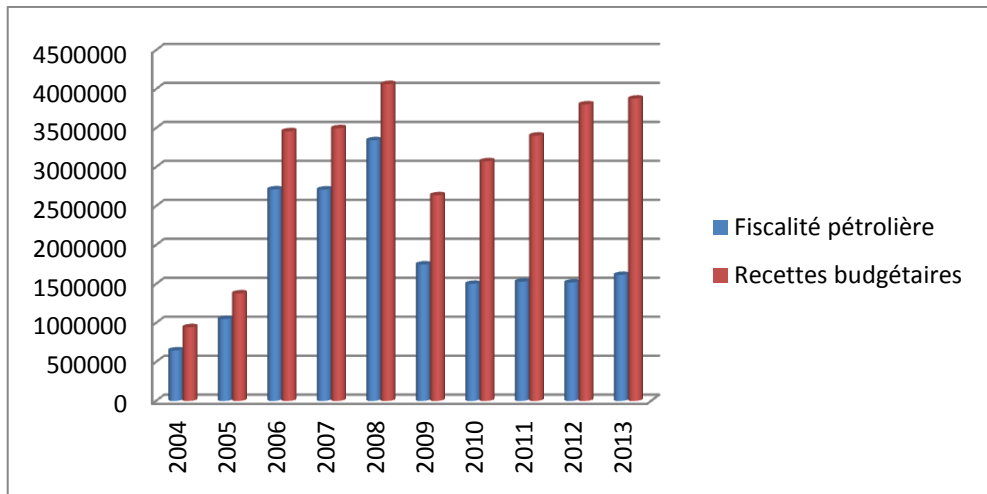
2.2. Gestion de la rente :

La gestion de la rente reflète l'efficacité ou l'inefficacité de l'Etat à l'élaboration des stratégies de développement qui détermineront la capacité de l'économie à l'absorption de la rente.

Une intervention inefficace de l'Etat se traduit par :

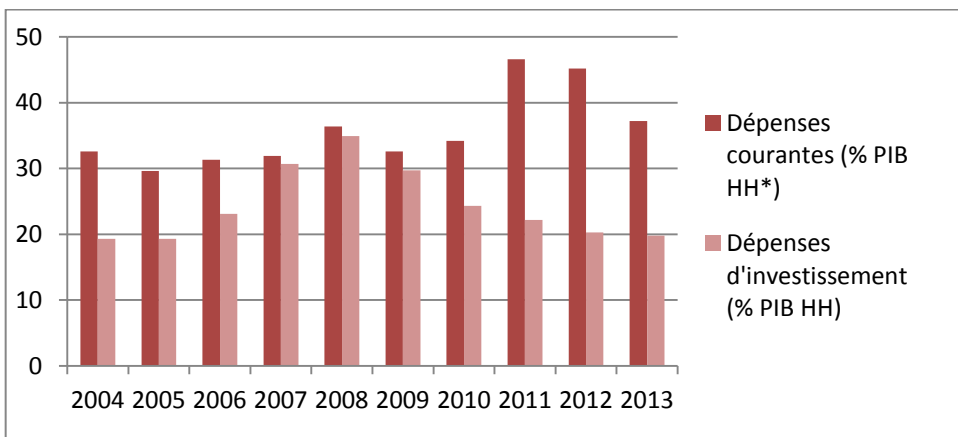
- de grands programmes de dépenses publiques avec de faibles revenus fiscaux ;
- Une progression des recettes pétrolières plus rapide que celle de la croissance du PIB à cause (1) d'une amélioration des cours du pétrole ; (2) et d'injection de subvention aux entreprises ne produisant pas de valeurs ajoutées.

Graphique 1: Part de la Fiscalité dans les recettes budgétaire 2004-2013



Source : Ministère des finances

Graphique 2 : Composition des dépenses publiques en Algérie 2004-2013



Source : FMI

A travers le diagramme de la distribution des dépenses publiques on remarque que ces dernières ont atteint leur pic en 2008 quand le prix du Saharan Blend a lui aussi atteint son maximum à la même année. Quant à la fiscalité pétrolière, elle ne dépasse même pas la moitié des recettes budgétaire de l'Etat. Ces résultats économiques reflètent le type d'intervention de l'Etat et l'incapacité d'absorption de l'économie algérienne qui se traduit par un dépôt du surplus des recettes en étranger. Effectivement, les réserves de change ont connu une forte hausse ces dernières années comme on peut le constater sur le tableau 2.

Tableau 2 : Total des réserves de change 2004-2013

Chiffres en Milliards de dollar

Années	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Réserves	45.7	59.2	81.5	114.9	148	155.4	170.4	191.3	190.06	194.01

Source : Banque mondiale

Les réserves de change ont atteint 45.7 milliards \$ à la fin de la première moitié de la décennie 2000. De 2006 à 2011 elles ont augmenté de 109.8 milliards \$. Cette hausse est relative à la hausse des prix du pétrole qui ont connu leur pic en 2008 avec plus de 100\$ le baril. En seulement une année les réserves ont augmenté de 33.1 milliard \$ en 2008. Soit 73% du niveau des réserves de l'année 2004. Ce qui prouve l'incapacité de l'économie algérienne à absorber sa rente.

2.3 Peut-on parler de maladie hollandaise dans l'économie algérienne ?

On ne peut répondre à cette question que si, d'une part, on trouve les mêmes symptômes de la maladie hollandaise dans l'économie algérienne, et d'autre part, que si ce modèle est conforme à cette économie.

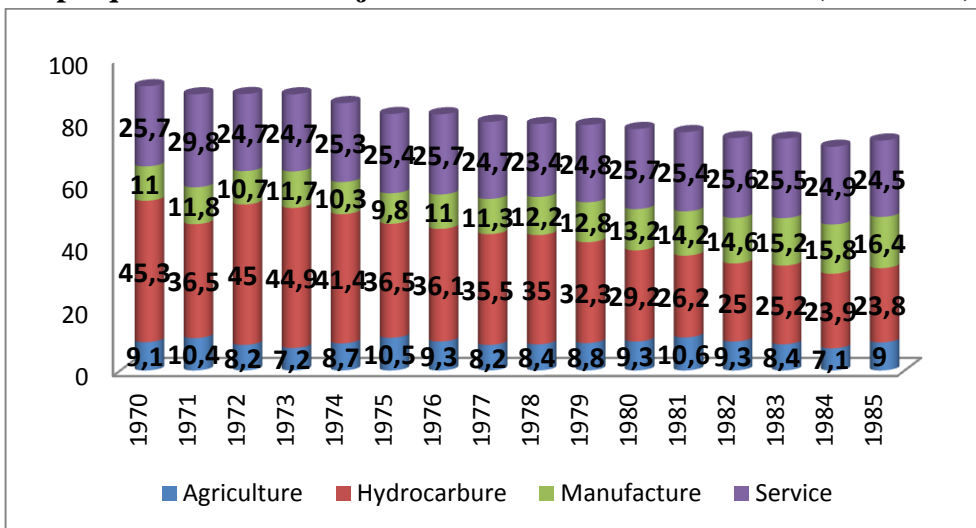
On reprenant le modèle de Neary et Corden. Il s'agit d'analyser un effet de Boom dans un secteur exportateur sur un secteur marchand (secteur retardant) et un secteur non marchand.

Le « Booming sector » ou le secteur exportateur se reconnaît dans le secteur des hydrocarbures en Algérie. Le secteur non marchand est souvent visualisé en tant que services. Quant au secteur retardant, le choix est porté sur le secteur manufacturier et le secteur agricole qui devraient constituer les seuls secteurs réels du développement. L'analyse de deux secteurs retardant nous permettra de mieux détecter les symptômes du Dutch Deases. Selon ce modèle, le boom déclenche deux effets :

1. l'effet mouvement de ressources (ressources mouvement effect) ;
2. l'effet dépense (spending effect). Le secteur exportateur est désigné par B, le secteur retardant par L et le non marchand par N.

Pour détecter ces symptômes dans l'économie algérienne nous analyserons l'évolution du secteur des hydrocarbures (B), celui du secteur manufacturier (N) et agricole(N') et celui des services (N) après les deux Booms pétroliers, de 1973 et de 1979.

Graphique 2 : La valeur ajoutée des secteurs en % du PIB (1970-1985)



Source : Banque mondiale

D'après le modèle du *deutch deases*, le secteur agricole et manufacturier devraient se détériorer sous l'effet d'un boom dans le secteur des hydrocarbures.

On constate sur le graphique 2 que l'agriculture connaît, pendant toute la période de l'entre deux chocs pétroliers et même après 1979, une progression avec une tendance à la stagnation. Le secteur manufacturier a stagné entre les deux chocs pétroliers. Cela dit, une nette progression se produit depuis 1978 en atteignant en 1985 16,4%. L'amélioration de ce secteur est l'effet de la répartition de la rente pétrolière sur le reste de l'économie. En effet, on remarque sur le graphique 1 que la valeur ajoutée des hydrocarbures se dégrade essentiellement après les deux chocs pétroliers en même temps que celle du secteur manufacturier s'accroît. Quant au secteur des services, il a stagné durant toute la période.

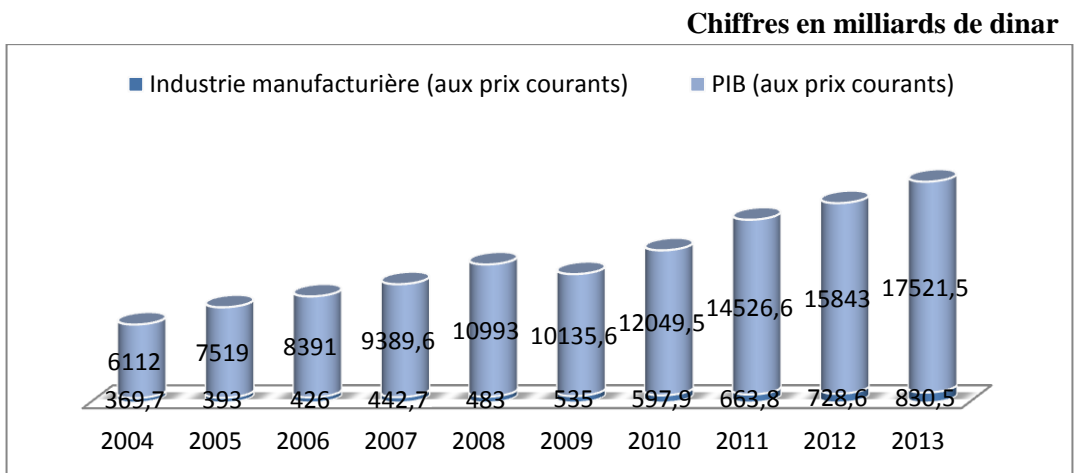
Comment peut-on interpréter ces résultats ?

Au début de la période, les symptômes de la maladie hollandaise étaient présents, comme on peut le constater en 1972, l'année qui a précédé le premier boom pétrolier. La valeur ajoutée des hydrocarbures était de 45% alors que l'agriculture et le secteur manufacturier ne représentaient que 8,2% et 10,7% respectivement. Dès le premier choc pétrolier, il y a eu une injection de la rente dans l'économie, mais cette dernière n'a pas pu éliminer tous les symptômes, du moment que le secteur agricole a connu une faible croissance. Cependant, la croissance de la valeur ajoutée du secteur manufacturier et la stagnation de celle du secteur des services ne confirment pas les effets du *Deutch Deases* dans l'économie algérienne. L'Algérie a connu une désindustrialisation dans les années 1980. Selon la Banque Mondiale le niveau de l'industrialisation est passé de 54% en 1985 à 46% en 1989 puis a repris son niveau en 1991 en atteignant 53%. Cette désindustrialisation a fait suite aux réformes entreprises dans le cadre de la miniaturisation de l'industrie. Cette situation s'est accentuée avec le contre choc pétrolier de 1986. Le niveau de l'industrialisation a stagné durant toute la période de 1991 à 1997. Même s'il a connu une légère baisse en

1998 (43%), il a repris son niveau à la fin de la décennie 1990 pour atteindre un niveau supérieur (59%) en 2000.

A partir des années 2000 le secteur industriel produisait une valeur ajoutée d'une façon progressive. La valeur ajoutée en Algérie a atteint un niveau de 62% en 2006 alors qu'elle était à seulement 53% en 2001. Ce niveau est maintenu durant la période 2004-2013 en enregistrant une baisse d'un point (61%) en 2007. Seulement, ce niveau n'est pas du à l'industrie manufacturière qui ne participe que timidement au PIB durant toute la décennie 2000.

Graphique 3 : Evolution de l'industrie manufacturière par rapport au PIB de 2004 à 2013



Source : Banque d'Algérie

Durant toute la période 2004-2013 l'industrie manufacturière contribue à une moyenne de 4.9 % seulement du PIB. C'est ce que Neary et Corden appellent par «effet mouvement de ressources» qui engendre une désindustrialisation dans le secteur manufacturier en faveur du Booming sector. Quant à l'effet dépense, on peut le percevoir à travers la répartition sectorielle de la population occupée.

En prenant l'exemple de l'année 2010, les statistiques de la Banque d'Algérie nous démontrent l'orientation des employés (55%) vers des secteurs improductifs comme le secteur du commerce et des services.

L'industrie (manufacturière et des hydrocarbures) n'absorbe que 14% de la population occupée. Cette faible absorption d'emploi s'explique par deux points essentiels : (1) l'étroitesse du secteur manufacturier, (2) le secteur des hydrocarbures est un secteur qui demande une technologie avancée et une main d'œuvre très réduite.

Ce sont là les symptômes de la maladie hollandaise qui n'étaient pas présents lors des deux booms pétroliers de 1973 et 1979. Cette particularité qu'a connue l'économie algérienne à cette période revient au fait que le modèle du Deutch Deases explique des effets qui résultent mécaniquement. En effet, dans une économie de marché les agents économiques ont le choix d'investir dans les secteurs qui leur semblent les plus rentables. Or ce n'est pas le cas de l'Algérie des années 1970 et 1980 qui se caractérisaient par une économie administrée.

3. Etat rentier et gouvernance en Algérie : quelle relation et quel impact sur la performance économique en termes d'investissement ?

3.1. La gouvernance en Algérie :

Le concept de gouvernance a surgit aux années 1990 dans un contexte spécifique. Cette période est connue par l'échec de la thérapie de choc appliquée essentiellement à travers les programmes d'ajustement structurel instaurés par le FMI et la Banque Mondiale dans les années 1980. Pour la popularité du concept de la gouvernance il fallait qu'il ait l'air de répondre à une crise. La crise est bien celle de la lenteur de la transition économique qui est à l'origine du blocage du développement économique. C'est ainsi que la gouvernance a permis de promouvoir le courant institutionnel.

Du côté des pays qui ont subi les retombées de la thérapie de choc on voit la gouvernance sous un autre angle. Karim DAHOU avance qu' à travers la notion de bonne gouvernance, les organisations internationales ont plutôt cherché à « *pallier les difficultés des programmes d'ajustement structurel (PAS), il y a lieu de constater, au surplus, que leurs hypothèses ne tiennent*

guère compte du contexte africain ». ⁴ Néanmoins, il estime que « *la bonne gouvernance pourrait favoriser, pour autant qu'on la dote d'un contenu moins normatif, la mobilisation de nombreuses ressources au service du développement* ». ⁵

La gouvernance possède trois aspects :

- La nature du régime politique ;
- L'exercice du pouvoir dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays ;
- La capacité d'un gouvernement à préparer, formuler et appliquer une politique économique.

Le statut de la Banque Mondiale lui interdit des objectifs politiques, elle ne peut pas juger le régime politique d'un pays. C'est pourquoi elle donne à la gouvernance la définition suivante: « *We define governance broadly as the traditions and institutions by which authority in a country is exercised. This includes the process by which governments are selected, monitored and replaced; the capacity of the government to effectively formulate and implement sound policies; and the respect of citizens and the state for the institutions that govern economic and social interactions among them* » ⁶. Autrement dit, selon cette organisation internationale, la gouvernance est l'ensemble des institutions qui démontrent la manière par laquelle l'autorité est exercée dans un pays. Cette définition inclut : le processus par lequel les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés, la capacité pour un gouvernement de formuler et mettre en œuvre efficacement des politiques saines, et enfin le respect des citoyens et de l'Etat envers ces institutions.

La Banque Mondiale a développé six indicateurs pour mesurer la gouvernance, ils sont fondés sur les deux derniers aspects de la gouvernance :

⁴ M. Tollé, T. Dahou, R. Billaz, « La décentralisation en Afrique de l'Ouest Entre politique et développement », p.55.

⁵ Ibid, p.55.

⁶ Daniel Kaufmann, Aart Kraay, Massimo Mastruzzi, « Governance Matters VIII Aggregate and Individual Governance Indicators 1996–2008 », p.5.

Voice and accountability (Voix et responsabilité) : mesure la participation des citoyens à la sélection de leurs gouvernements, ainsi que la liberté d'expression et la liberté de la presse.

Political Stability and Absence of violence (Stabilité Politique et Absence de Violence) : capture la perception de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens non constitutionnels ou violents, y compris la violence politique et le terrorisme.

Government Effectiveness (Efficacité du gouvernement) : mesure la qualité des services publics, la qualité de la bureaucratie, le degré de dépendance de la fonction publique face aux pressions politiques, la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard des politiques formulées et mises en œuvre.

Regulatory quality (Qualité de la régulation) : mesure la capacité du gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques et des réglementations qui favorisent le développement du secteur privé.

Rule of law (Primauté de la loi) : mesure à quel point les agents respectent les règles de la société et ont confiance en elles, essentiellement ; les droits de propriété, l'exécution des contrats, le degré de la criminalité et de la violence, la police et les tribunaux.

Control of corruption (contrôle de la corruption) : capture si les pouvoirs publics utilisent des moyens pour leur enrichissement personnel, y compris la corruption ainsi que la capture de l'Etat par les élites et les intérêts privés.

Pour construire ces indicateurs la Banque Mondiale puise de « The Worldwide Governance Indicators (WGI), une base de données résumant les points de vue sur la qualité de la gouvernance à travers des réponses d'un grand nombre d'entreprises, de citoyens, et des experts dans les pays industrialisés et en développement.

Les scores des six indicateurs varient entre -2,5 et +2,5. La qualité est meilleure en s'approchant du +2,5 et elle se dégrade en avoisinant le -2,5.

A travers une bonne gouvernance la Banque Mondiale tente d'orienter l'Etat de sa nature interventionniste vers un modèle où le rôle de l'Etat est

de fournir un environnement favorable à l'activité économique. Les indicateurs de gouvernance mesurent donc la qualité des institutions qui déterminent la nature et la taille de l'intervention de l'Etat.

Les résultats pour l'Algérie de la décennie 2000 conclu à une mauvaise gouvernance comme on peut le constater sur le tableau suivant :

**Tableau 4 : évolution des Indicateurs de la bonne gouvernance
de 2000 à 2010**

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Voice and Accountability	-1.21	-1.21	-1.21	-1.14	-0.82	-0.76	-0.94	-1.01	-1.00	-1.05	-1.02
Political Stability, Absence of violence	-1.50	-1.50	-1.69	-1.78	-1.37	-0.93	-1.10	-1.11	-1.08	-1.23	-1.28
Government Effectiveness	-0.96	-0.96	-0.61	-0.61	-0.52	-0.44	-0.56	-0.64	-0.65	-0.66	-0.56
Regulatory Quality	-0.69	-0.69	-0.59	-0.55	-0.54	-0.43	-0.58	-0.62	-0.80	-1.04	-1.14
Rule of Law	-1.17	-1.17	-0.59	-0.54	-0.55	-0.70	-0.66	-0.72	-0.72	-0.77	-0.76
Control of corruption	-0.95	-0.95	-0.94	-0.67	-0.63	-0.42	-0.48	-0.51	-0.56	-0.55	-0.49

Source : Banque mondiale

Avec des scores négatifs pour tous les indicateurs et pour toutes les années, la qualité de la gouvernance n'atteint même pas la moitié de la fourchette des scores. On constate que Control of corruption est l'indicateur le mieux classé et le plus stable durant toute la période. Les autres indicateurs ont connu une légère amélioration mais pas assez importante pour trancher pour une intervention judicieuse de l'Etat algérien.

3.2. Etude économétrique : sur le lien entre la rente pétrolière la gouvernance et l'investissement en Algérie.

Afin de tester l'effet de la rente pétrolière sur la performance économique en Algérie en termes d'investissement d'une manière directe et indirecte à travers la qualité de la gouvernance, nous recourons à l'économétrie en élaborant un modèle qui tentera d'étudier ces liens durant

la période 1996 et 2010. Nous procéderons à l'estimation du modèle par la MCO (méthodes de moindres carrés ordinaires), grâce au logiciel «EWiews 6».

3.2.1. Présentation des variables :

- **La rente pétrolière (Rentpetro : en % du PIB) :** pour étudier le poids de la rente sur l'économie algérienne. L'or noir procure à l'Algérie une importante rente par rapport à sa nature facilement exportable et par rapport au fait que le pétrole est surévalué sur le marché international. La plupart des études sur la malédiction des ressources naturelles s'intéressent à l'effet des exportations des ressources naturelles sur l'économie, or le montant des exportations comporte des coûts de production qui naturellement ne seront pas réinjectés en économie. Dès lors il apparaît qu'une mesure en termes de rente soit la plus appropriée. Les données de la rente pétrolière sont tirées de la base de données de la Banque Mondiale et sont calculée en deux étapes. Dans une première étape, on obtient la rente unitaire (Baril) par la différence entre le prix sur le marché mondial et le coût unitaire d'extraction. En seconde étape la rente unitaire est multipliée par la quantité de pétrole extraite.
- **La formation Brut du Capital (FBC en % du PIB) :** est un agrégat qui calcule l'investissement dans un pays. Théoriquement, l'investissement orienté vers des activités productives tournées vers l'exportation permet à une économie de dépasser son caractère rentier. Etant donné que l'économie nationale évolue dans un contexte de transition économique, le secteur privé devrait être majoritairement ciblé par l'investissement. Dans ce sens il serait intéressant d'étudier l'effet de la rente pétrolière et de la gouvernance sur l'investissement privé puisque le tissu économique en Algérie est à 98% privé. Seulement l'insuffisance des données (moins de 15 ans) nous a contraints à étudier l'effet de la rente sur l'investissement total (privé et public). Les données de cette variable sont tirées de la base de données de la Banque Mondiale ;

- Pour la qualité institutionnelle (QI) le choix est porté sur les **six indicateurs de la gouvernance** :
 - Voice and Accountability (VA) ;
 - Political Stability and Absence of violence (PSAV);
 - Government Effectiveness (GE) ;
 - Regulatory quality (RQ) ;
 - Rule of law (RL) ;
 - Control of corruption (CC).

3.2.2. Analyse économétrique :

Comme démontré *supra*, les scores des indicateurs de la Gouvernance calculés par la Banque Mondiale sont tous négatifs. Nos six séries temporelles de la qualité institutionnelles sont donc à valeurs négatives, dans ce cas on ne peut pas introduire l'ajustement Logarithmique sur les séries temporelles de notre modèle.

De ce fait, en tenant compte des réalités économiques et des études préalables sur la malédiction des ressources naturelles, notre modèle se présente sous la forme suivante:

$$FBC = a_0 + a_1*Rentpetro + a_2*VA + a_3*PSAV + a_4*GE + a_5*RQ + a_6*RL + a_7*CC + e.$$

Ce modèle tentera de vérifier (1) si la rente pétrolière finance (partiellement) l'investissement afin de confirmer ou infirmer le caractère rentier de l'économie nationale ; (2) comment la rente pétrolière influe-t-elle sur la gouvernance et (3) comment celle-ci agit sur l'investissement afin de conclure ou pas à une malédiction des ressources.

Le test de stationnarité Dickey-Fuller Augmented (ADF) sur nos séries chronologiques a révélé que Toutes les séries sont stationnaires et intégrées d'ordre 1 excepté la série RQ qu'on ne prendra plus en compte durant notre étude.

Aussi, le test de causalité au sens de Granger nous a donné les résultats suivants :

- la rente pétrolière cause l'investissement ;

- la rente cause Gouvernement and Effectivness, Voice and Accountabilty, Rule of Low ;
- il n'y a pas de lien de causalité entre l'investissement et les indicateurs de la gouvernance.

Autrement dit, la qualité institutionnelle en termes de gouvernance n'influence pas l'évolution de l'investissement en Algérie. Ce résultat est contradictoire avec les résultats des études (*Erwin H. Bulte, Richard Damania et Robert T. Deacon, 2003*) sur la malédiction des ressources naturelles où la performance économique est sensible à la qualité institutionnelle.

De ce fait, on ne garde que les variables significatives et qui correspondent au sens de notre étude. Le modèle initial se décomposera en des équations qui étudieront, d'une part, l'effet de la rente pétrolière sur l'investissement, et d'autre part, l'effet de la rente pétrolière sur la gouvernance.

1/ Lien entre Rentpetro et FBC :

$$FBC = a_0 + a_1 \text{ Rentpetro} + e$$

Variables	Coefficient	T Student	Prob
C	22.85	5.25	0.0002
Rentpetro	0.54	0.27	0.06
R-squared = 0.2339		Prob (F-statistic) = 0.06	Durbin Watson stat = 1.24

$$FBC = 22.85 + 0.54 \text{ Rentpetro}$$

(5.25) (0.27)

Selon le test de Fisher Prob (F-statistic) = (0.06 > 0.01) ce modèle n'est pas significatif. La Probabilité du T de Student (0.06 > 0.01) indique que cette variable est statistiquement significative. Selon R² la rente pétrolière n'explique (ou finance) qu'à 23.39% l'investissement.

Le lien qui peut y avoir entre la rente et l'investissement est un lien de financement. Intuitivement, dans une économie rentière la rente participe au financement du développement économique, dont l'investissement qui est l'un de ses facteurs de progrès. Dans le cas Algérien, la rente explique d'avantage l'investissement public puisque qu'un faible budget est destiné à la R&D et au développement des PME comparé au budget destiné à l'investissement public (300 milliards de dollar sur la période de 2004 – 2014 programmés pour lever les goulots d'étranglement de la croissance : logements, ressources en eau et en électricité, réseaux de transport).

Les résultats de notre étude démontrent qu'une petite portion de la rente est injectée directement à l'économie sous forme de dépenses d'investissement et de dépenses courantes. Cela s'explique par la gestion de l'Etat de la rente. En effet, depuis l'année 2000, l'Etat a créé le Fond de Régulation des Recettes (FRR) qui est doté aujourd'hui de près de 80 milliards de dollars grâce à l'exportation des hydrocarbures. Le manque d'absorption de l'économie nationale fait qu'une partie de la rente soit transformée en réserves de change.

2/ Lien entre Rentpetro et les variables de la bonne gouvernance :

❖ Impact de Rentpetro sur VA

$$VA = a_0 + a_1 \text{Rentpetro} + \varepsilon_i$$

Variables	Coefficient	T Student	Prob
C	-1.51	-20.60	0.0000
Rentpetro	0.02	6.01	0.0000
R-squared = 0.7357	F- statistic = 36.19	Prob (F- statistic) = 0.000043	Durbin Watson stat = 1.43

$$VA = -1.51 + 0.02 \text{Rentpetro}$$

(-20.60) (6.01)

Le test de Fisher F-statistic conclue, avec une probabilité de 0.000043 < 1% , à un modèle globalement significatif

La probabilité du T student est de 0.0000 cela veut dire que la rentpetro est fortement significative

Rent petro explique à 73.57% VA

DW= 1.43 il n'y a pas de corrélation des erreurs

Une augmentation d'un point de Rentpetro entrainera une augmentation de 0.02 point de VA

❖ **Impact de Rentpetro sur RL :**

$$RL = a_0 + a_1 \text{ Rentpetro} + \varepsilon_i$$

Variables	Coefficient	T Student	Prob
C	-1.31	-9.02	0.0000
Rentpetro	0.03	3.39	0.0048
R-squared = 0.4704	F-statistic = 11.54	Prob (F-statistic) = 0.0047	Durbin Watson stat = 0.81

$$RL = -1.31 + 0.03 \text{ Rentpetro}$$

(-9.02) (3.39)

Le F-statistic < 0.1 donc cette équation est significative

Les Prob de T student < 0.10

La rente pétrolière explique à 47.04% Rule of Law

DW= 0.81 il existe une auto corrélation positive entre les erreurs

❖ **Impact de Rentpetro sur GE :**

$$GE = a_0 + a_1 \text{ Rentpetro} + \varepsilon_i$$

Variables	Coefficient	T Student	Prob
C	-1.01	-11.26	0.0000
Rentpetro	0.02	3.72	0.0025
R-squared = 0.5167	F-statistic = 13.90	Prob (F-statistic) = 0.0025	Durbin Watson stat = 1.16

$$GE = -1.01 + 0.02 \text{ Rentpetro} \\ (-11.26) \quad (3.72)$$

Prob (F-statistic) < 0.01 cela veut dire que le modèle est significatif. Prob T student < 0.01 Rentpetro explique à 51.67% GE. DW= 1.16 il n'existe probablement pas de corrélation entre les erreurs.

Les résultats de notre étude montrent qu'il y a une relation positive entre la rente pétrolière et les trois indicateurs de bonne gouvernance (VA, GE, RL) alors que pour conclure à la malédiction des ressources naturelles il faudrait que la rente agit négativement sur la qualité institutionnelle et que celle-ci influe négativement sur la performance économique.

Les scores attribués à l'Algérie par l'enquête de bonne gouvernance dirigée par la Banque Mondiale conclue à une faible qualité institutionnelle en termes de gouvernance. La relation qui lie positivement Rentpetro à VA, RL et GE montrent que ce n'est pas la rente mais plutôt d'autres facteurs qui agissent négativement sur la bonne gouvernance en Algérie.

Au classement de la Banque mondiale, GE et RL sont mieux classés que VA, néanmoins l'indicateur VA s'est légèrement amélioré depuis 1996. Selon notre modèle la rente pétrolière explique plus VA (à 73.57%) que RL (à 47.04%) ou GE (à 51.67%). De ce fait la rente pétrolière améliore la participation des citoyens à la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression et la liberté de la presse qui sont les composants de l'indicateur VA. Depuis 1999, la presse en Algérie est légèrement plus libre par rapport aux années 1980 et 1990, dans le sens où il n'y a plus de recours aux censures. Cependant, sur 179 pays, l'Algérie est classée au 125^{ème} rang (classement de RSF de 2013, en 2010 elle a pris la 122^{ème} place). Autrement dit, on ne peut pas dire que la presse est la plus touchée par cette amélioration. Cela dit la participation des citoyens à la sélection du gouvernement peut expliquer ce résultat.

En effet, ce résultat peut trouver son explication à travers le cycle politico budgétaire développé par Drazen et Eslava (2005), où la rente donne les moyens au pouvoir en place de pencher vers les dépenses

courantes afin d'attirer le plus de nombre possible des votants en influençant leur prise de décision en faveur du pouvoir en place.

Plus de votants aux urnes ne veut nullement dire que le pays jouit d'une démocratie. En effet dans ce sillage, le politologue français Gilles Kepel avance que dans les pays producteurs de pétrole d'Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la démocratie est plus faiblement développée que dans les autres Etats de la région. Les régimes des Etats sans pétrole ont dû réaliser un consensus politique à l'intérieur de la société afin de perdurer.

Autrement dit, les pays pétroliers estiment qu'ils n'ont pas besoin de répandre la démocratie pour ne pas rompre le contrat social. Cependant, la démocratie est un environnement institutionnel qui favorise le développement de l'activité économique, en plus de constituer un droit pour les citoyens. Le fait que la Libye ait vécu le printemps arabe devrait pousser les dirigeants des pays pétroliers à revoir leurs considérations vis-à-vis de la démocratie.

La rente pétrolière explique à de faibles taux the Rule of law à 47.04% et the Government effectiveness à 51.67%. Même si elle n'influe pas négativement sur ces indicateurs elle ne les améliore pas non plus. De ce fait la rente n'a pas d'effet négatif sur la gouvernance et au même temps elle n'est pas responsable de la mauvaise qualité de la gouvernance en Algérie.

Conclusion :

A la lumière des résultats obtenus de notre étude on s'aperçoit qu'il n'y a pas de causalité à long terme de la gouvernance sur l'investissement national et que la rente pétrolière n'affecte pas négativement les indicateurs de la bonne gouvernance. De ce fait, théoriquement, on ne peut pas conclure à une malédiction du pétrole sur l'économie algérienne. Cependant, avec un diagnostic approfondie, notamment en découvrant les symptômes de la maladie hollandaise, on s'aperçoit de l'état critique de l'économie algérienne. La bonne gouvernance est considérée comme

solution pour le développement d'un environnement institutionnel propice au développement du secteur privé.

La bonne gouvernance en Algérie n'est pas un objectif difficile à atteindre. Seulement, il faut agir par ordre de priorité. Améliorer le cadre juridique, assurer la protection des droits de propriété, améliorer l'efficacité du secteur public, réduire la bureaucratie passent en priorité puisque ce sont ces composants qui engendrent une bonne gestion des ressources, l'efficacité des politiques économiques, la confiance des citoyens en leur gouvernement ...etc. Seulement le changement institutionnel est un processus qui s'inscrit dans le temps long. L'Etat algérien est justement contraint par le temps. L'orientation des dirigeants politiques vers l'amélioration de la qualité des infrastructures et vers le problème de logement revient au fait que ces dernières années le Baril du Saharan Brent a varié entre 99 et 104\$. Les dirigeants politiques estiment que c'est le moment ou jamais pour ce genre de projets. Cependant ce n'est pas parce que le changement institutionnel s'inscrit dans le temps long qu'on le met à l'écart. Bien au contraire, plus tôt agir voudrait dire améliorer la gouvernance dans un avenir plus proche ce qui permettra d'atteindre l'objectif d'une dépendance à la rente.

Références bibliographiques :

- Benabdallah Youcef et Moulai Kamel (2012), « Le changement institutionnel dans une économie de rente : Cas de l'Algérie », du Colloque international « Algérie cinquante ans d'expériences de développement Etat-Economie-Société »
- Bendib Rachid (2006), « L'Etat rentier en crise, Eléments pour une économie politique de la transition », office des publications universitaires, Alger.
- Benguerba Maâmar (2009), « L'Algérie en péril, Gouvernance, Hydrocarbures et devenir du sud », L'Harmattan, Paris.
- Bulte Erwin, Damania Richard et Deacon Robert (2003), « Resource Abundance, Poverty and development », Report of The Agricultural

and Development Division (ESA) at the United Nations Food and Agricultural Organization.

- Carneiro Emmanuel Moreira (2010), « Le blocage historique des économies africaines. Spécialisation rentière et extraversion », L'Harmattan, Paris
- Corden WM and Neary JP (1982), « Booming sector and De-industrialisation in a small open economy.
- Dahou Tarik, Totté Marc, Billaz Rene (2003), « La décentralisation en Afrique de l'Ouest Entre politique et développement », Libre Opinion.
- De Bernis Gerard Destanne (1971), « Les problèmes pétroliers algériens », Etudes internationales, Vol 2, N°4.
- Drazen A, Eslava M, (2005), Political Budget Cycles Without Deficits : How to Play Favorites, Working Paper, University of Maryland
- Kaufmann Daniel, Kraay Aart, Mastruzzi Massimo « Governance Matters VIII Aggregate and Individual Governance Indicators 1996–2008», Policy Research Working Paper, 4978.
- Karl Terry Lynn et Schmitter Philippe (1991), « What democracy Is... and Is not », Journal of democracy.
- Khan. M. H et Jomo. K. S (2000), « Rents, Rent-Seeking and Economic development: Theory and Evidence in Asia», Cambridge : Cambridge University Press.
- Mekideche Mustapha (2009), « Le secteur des hydrocarbures en Algérie, Piège structurel ou opportunité encore ouverte pour une croissance durable ? », Confluences Méditerranée, 2009/4 N°71.
- North Douclass C (2003), « The role of institutions in economic development », UNECE(United Nation Economic Comission from Europe) Discussion papers series N° 2003.2.
- North Douglass C (1994), « Institutional change: a framework of analysis », Economic History number 9412001.

- Philippot Louis Marie (2008), « Rente naturelle et composition des dépenses publiques », CERDI, Etudes et documents, E2008.26.
- Rodrik Dani et Subramanian Arvind (2003), «La primauté des institutions, ce que cela veut dire et ce que cela ne veut pas dire », Finance et développement.
- Rodrik Dani, Subramanian Arvind and Trebbi Francesco (2002), «Institutions Rule : The primacy of institutions over geography and integration in economic development », Journal of economic growth.
- Sachs Jeffrey D et Warner Andrew M (2001), « Natural resources and Economic Development : The curse of natural resources », European Economic Review.
- Sachs Jeffrey D (2003), « Les institutions n'expliquent pas tout, le rôle de la géographie et des ressources naturelles dans le développement ne doit pas être sous-estimé », Finance et développement.
- Sid Ahmed Abdelkader (2000), « Paradigme rentier en question : l'expérience des pays arabes producteurs de brut. Analyse et éléments de stratégies », tiers monde N° 163.
- Sid Ahmed Abdelkader, « Economie de l'industrialisation à partir des ressources naturelles (I.B.R.) », Tome II le cas des hydrocarbures, PUBLISUD, Belgique.
- Talahite Fatiha (2004), « Le concept de rente appliqué aux économies de la région MENA, pertinence et dérives », du colloque international « les enjeux énergétiques : le challenge de l'avenir » tenue en Algérie le 21 et 22 novembre 2004.
- Talahite Fatiha (2012) « La rente et l'Etat rentier recouvrent-ils toute la réalité de l'Etat rentier », Tiers Monde N° 210.
- Torvik Ragnar (2002) « Natural resources, rent seeking and welfare », Journal of Development Economics, pp 455–470
- Torvik Ragnar, Robinson James. A et Verdier Thierry (2006)« Political foundations of the resource curse », Journal of Development Economics N° 79.